



## Initiatives antipesticides

# Le lobby agricole est accusé de faire du «greenwashing»

**Florent Quiquerez**  
**Des publications à l'origine floue, comme celles d'«Agriculture durable», font polémique. Leurs auteurs se défendent.**

Ces publications, vous les avez sans doute vues dans les journaux, sur des sites d'information ou les réseaux sociaux. Illustrés d'images bucoliques et agrémentés de graphiques, ces textes portent sur l'agriculture et l'usage de pesticides. On y parle du glyphosate qui serait «utile à la conservation des sols», du chlorothalonil qui a «une limite de détection mal comprise», du déclin des abeilles dont les paysans seraient «le bouc émissaire», ou encore de la qualité des eaux dont «l'agriculture ne représenterait qu'une infime partie de la pollution».

L'opération com est signée «Agriculture durable». Si vous ne connaissez pas cette plateforme, c'est normal. Elle n'a que deux ans d'existence. Il s'agit d'un outil de pré-campagne en vue de contrer les deux initiatives anti-pesticides en votation le 13 juin. Qui se cache derrière? C'est écrit en tout petit sur le site internet: les

chambres d'agriculture romandes, en particulier la Vaudoise Prométerre, mais aussi Agora (*ndlr: l'Association des groupements et organisations romands de l'agriculture*) et l'Union suisse des paysans (USP).

### Graphisme bien léché

Ces publications font hurler les partisans des initiatives anti-pesticides. «Non seulement nos adversaires avancent cachés et utilisent une dénomination qui n'a de durable que le nom. Mais surtout ils distillent des informations fausses», réagit Natalie Favre, porte-parole de l'initiative «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse» (*ndlr: ceux qui ne sont pas présents dans la nature*).

Elle prend l'exemple d'une autre plateforme au graphisme bien léché: *Swiss-food.ch*, dont les auteurs ne sont autres que deux géants de l'agrochimie, Syngenta et Bayer. Elle rappelle aussi que la presse alémanique avait dévoilé en mai dernier un partenariat discuté entre l'Union suisse des paysans et le groupe de presse Ringier, où les premiers payaient pour avoir des articles dédiés à une agriculture qu'elle qualifie d'«industrielle».

«Nous savions que la campagne serait déséquilibrée et que les lobbys agroalimentaires allaient investir beaucoup

d'argent, ajoute Natalie Favre. C'est un gros challenge pour nous, mais ça fait partie du jeu politique et nous pouvons heureusement compter sur un soutien important de la population.

En revanche nous n'acceptons pas que nos adversaires trompent la population en refusant de s'afficher, et surtout qu'ils distillent des *fake news* alors que la nocivité de produits comme le glyphosate est prouvée scientifiquement.» Et de rappeler que beaucoup de paysans ne se reconnaissent plus dans cette vision «passéiste» de l'USP.

Parmi les voix critiques, il y a aussi celle des apiculteurs. Sonia Burri-Schmassmann, ex-présidente de la Fédération suisse des apiculteurs, s'offusque, avec d'autres collègues, de la publication relative aux abeilles. «On vante de manière simpliste une cohabitation harmonieuse entre abeilles et agriculture. Ça s'appelle du *greenwashing*.» Sur un blog, le biologiste Francis Saucy parle même d'une opération «qui frise la désinformation». Pour lui, ça reflète «la panique des milieux traditionalistes face à la menace que représentent pour eux les deux initiatives».

### Des progrès énormes

Piquée au vif, Prométerre réagit par la voix de son responsable de communication, Grégoire Nappéy. Ce dernier rappelle d'abord qu'il suffit de lire en bas de chaque page du site internet pour savoir qui sont les partenaires du dossier



et qu'une mention est faite depuis la création de la page Facebook. «Les gens ne vont pas forcément voir spontanément tous ces endroits, mais enfin l'information est là. Elle n'a jamais été cachée.»

Si le mot «durable» a été choisi, c'est parce qu'il convenait le mieux à l'état d'esprit de la plateforme. «Il faut faire évoluer le travail de la terre non seulement dans le sens de la préservation de l'environnement, mais aussi dans celui d'un équilibre du marché et  
«Certains partisans de l'initiative se placent comme les seuls détenteurs du juste. Ce genre d'approche, avec des détenteurs du bien contre des

détenteurs du mal, commence à me faire peur, car c'est un des fondements de l'intégrisme.»

**Francis Egger**, vice-directeur de l'Union suisse des paysans

de la viabilité du monde paysan», explique Grégoire Nappéy, qui précise que les piliers économique et social composent aussi le développement durable.

Concernant la *greenwashing*, il rétorque: «Bien sûr que les personnes ou organisations qui ne partagent pas la même vision de l'évolution de l'agriculture peuvent lancer ces accusations. Mais c'est aussi un moyen un peu court et facile de balayer des contenus qui ne leur conviennent pas.»

«Intégrisme»

Du côté de l'USP, son vice-directeur, Francis Egger, s'insurge contre les accusations de *fake news*: «Certains partisans de l'initiative se placent comme les seuls détenteurs du juste; tout ce que les autres disent est de l'ordre du mensonge. Ce genre d'approche, avec des détenteurs du bien contre des détenteurs du mal, commence à me faire peur, car c'est un des fondements de l'intégrisme.» Les agriculteurs ont réalisé des progrès énormes dans la réduction des produits phytosanitaires, des antibiotiques et dans l'attribution de surfaces attribuées à la biodiversité. «Les faits et les statistiques parlent pour nous.»

Dans cette affaire, qui dit vrai et qui ment? Tout le monde et personne à la fois. Car tout dépend des chiffres mis en avant et la perspective dans laquelle on les analyse. Ce sera d'ailleurs tout l'enjeu de la campagne qui nous accompagnera jusqu'au 13 juin.

## Qui homologue les pesticides?

● L'homologation des produits phytosanitaires incombe actuellement à l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG). Dès le 1<sup>er</sup> janvier, ça va changer, puisque c'est désormais l'Office de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) qui s'en chargera. Même si la réforme n'est pas spectaculaire,

elle incarne un changement de paradigme, car cette autorisation devient de fait un enjeu de santé publique.

Reste cette question centrale: quelle sera la marge de manœuvre de l'OSAV? La semaine passée, le Tribunal administratif fédéral (TAF) admettait qu'il était allé trop loin

sur le chlorothalonil. Selon ce jugement, l'office doit s'abstenir de désigner quatre produits liés au fongicide de Syngenta comme étant pertinents sur le plan toxicologique. Le TAF estime que le groupe agrochimique bâlois risque de subir un dommage considérable en cas de postulats erronés. **F.QZ**



**Produits phytosanitaires agricoles et qualité des eaux: on fait le point**

L'agriculture est-elle synonyme de pollution? Les paysans suisses déversent-ils à l'environnement des tonnes de pesticides qui empoisonnent les eaux? Éléments de réponse avec la plateforme *Agriculture Durable*.

**Les produits pulvérisés dans les champs sont au cœur d'une âpre campagne (ci-dessus, un herbicide épandu sur un champ d'épinards en Argovie). À l'image de la publication (à g.) qui ulcère les partisans des initiatives antipesticides.**